

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
4 octobre 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions  
dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement  
de leur examen****Additif**

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil est saisi figure dans les documents S/2002/30 du 15 mars 2002, S/2002/30/Add.1 du 22 mars 2002, S/2002/30/Add.2 du 25 mars 2002, S/2002/30/Add.3 du 26 mars 2002, S/2002/30/Add.5 du 1er avril 2002, S/2002/30/Add.13 du 9 avril 2002, S/2002/30/Add.23 du 21 juin 2002, S/2002/30/Add.27 du 19 juillet 2002 et S/2002/30/Add.36 du 20 septembre 2002.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 28 septembre 2002, le Conseil de sécurité, à sa 4616e séance, tenue le 26 septembre 2002, a examiné son projet de rapport à l'Assemblée générale couvrant la période du 16 juin 2001 au 31 juillet 2002.

Le Conseil de sécurité a adopté le projet de rapport, tel qu'il a été modifié, sans le mettre aux voix, et la décision a été indiquée dans une note du Président du Conseil (S/2002/1068).

Également au cours de la semaine qui s'est achevée le 28 septembre 2002, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

**La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine** (voir S/2000/40/Add.39, 44, 46, 47 et 50; S/2001/15/Add.11 à 13, 34 et 50; et S/2002/30/Add.7, 8, 10, 12 à 15, 17, 23, 24, 28, 29 et 37; voir également S/7382, S/7441, S/7452, S/7564, S/7570, S/7596, S/7600, S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, 16, 23, 24, 29, 30, 33, 41, 43, 44 et 50; S/11185/Add.14 à 16, 21, 42/Rev.1 et 47, S/11593/Add.15, 21, 29, 42 et 49; S/11935/Add.2 à 4, 12, 18 à 21, 23 à 26, 42, 44, 45 et 48; S/12269/Add.12, 13, 21, 42, 43 et 48; S/12520/Add.10, 11, 17, 21, 37, 39, 42, 47 et 48; S/13033/Add.2, 9 à 11, 16, 19, 21, 23, 25, 28, 29, 33, 34, 47 et 50; S/13737/Add.7, 8, 13 à 18, 20 à 22, 24 à 26, 33, 47 et 50; S/14326/Add.10, 11, 20,



24, 28, 29, 47 et 50; S/14840/Add.1 à 4, 8, 12, 13, 15, 16, 21 à 25, 27, 30 à 33, 37, 42, 45 et 48; S/15560/Add.3, 6, 7, 20, 21, 29 à 31, 37, 42, 45, 47 et 48; S/16270/Add. 6 à 8, 15, 20, 21, 34, 35, 40 et 47; S/16880/Add.8 à 10, 15, 20, 21, 36, 40, 41 et 46; S/17725/Add.2 à 4, 15, 21, 28, 35, 38, 43 et 47 à 49; S/18570/Add.2, 21, 30, 47 et 49 à 51; S/19420/Add.1 à 5, 13, 15, 18, 19, 22 et Corr.1, 30, 48 et 50; S/20370/Add. 4 à 6, 12, 16, 21, 22, 26, 30, 32, 34, 37, 44, 46, 47 et 51; S/21100/Add.4, 10, 12, 17, 20, 21, 30, 39, 40, 42, 44, 45, et 47 à 50; S/22110/Add.4, 12, 20, 21, 30 et 47; S/23370/Add.1, 4, 7, 13, 21, 30, 47 et 50; S/25070/Add.4, 21, 30 et 48; S/1994/20/Add.3, 8, 10, 20, 29 et 47; S/1995/40/Add.4, 8, 18, 19, 21, 29 et 47; S/1996/15/Add.4, 15, 21, 30, 38 et 47; S/1997/40/Add.4, 9, 11, 21, 30 et 46; S/1998/44/Add.4, 21, 26, 28, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 20, 29 et 46; S/2000/40/Add.4, 15, 20, 21, 24, 29 et 47; S/2001/15/Add.5, 22, 31 et 48; et S/2002/30/Add.4, 21 et 30)

Dans une lettre datée du 20 septembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2002/1055), l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de Président du Groupe des États arabes pour le mois de septembre 2002 et au nom des États membres de la Ligue des États arabes, a demandé la convocation immédiate d'une réunion du Conseil de sécurité pour examiner « l'intensification constante de l'agression militaire israélienne contre le peuple palestinien et l'Autorité palestinienne, au mépris total des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier de ses résolutions 1402 (2002) et 1403 (2002) ». Le Groupe des États arabes a demandé au Conseil d'examiner « la possibilité d'adopter les mesures immédiates qui s'imposent pour mettre fin à la situation tragique qui sévit actuellement et pour assurer la mise en application de ses résolutions susmentionnées ».

Dans une note verbale datée du 20 septembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2002/1056), le Représentant permanent de la République arabe syrienne a appuyé la convocation immédiate d'une réunion du Conseil de sécurité demandée par le Président du Groupe des États arabes pour le mois de septembre 2002, pour examiner les faits nouveaux intervenus dans les territoires palestiniens occupés.

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4614<sup>e</sup> séance, les 23 et 24 septembre 2002, conformément à la demande susmentionnée. Il y a eu deux suspensions et deux reprises de la séance.

Le Président, avec l'approbation du Conseil, a invité les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Bangladesh, de Cuba, du Danemark, de l'Égypte, de l'Inde, d'Israël, de la Jamahiriya arabe libyenne, de la Jordanie, de la Malaisie, du Pakistan, du Qatar, de la République islamique d'Iran, du Soudan, de la Tunisie et de la Turquie, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 23 septembre 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1058), le Président, conformément au Règlement intérieur provisoire et à la pratique antérieure à cet égard, a invité l'Observateur permanent de la Palestine à participer au débat.

La séance a été suspendue.

À la reprise de la séance, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de Chypre, de l'Indonésie, de l'Iraq, du Maroc, de la Mauritanie et du Népal, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 23 septembre 2002 du Représentant permanent de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1060), le Président a adressé une invitation, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, à Yahya Mahmassani, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 23 septembre 2002 du Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le Président a adressé une invitation, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, au Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, Papa Louis Fall.

En réponse à la demande contenue dans une lettre datée du 23 septembre 2002 du Représentant permanent de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2002/1059), le Président a adressé une invitation, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, à Amadou Kébè, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

La séance a été suspendue.

À la reprise de la séance, le 24 septembre 2002, le Président a attiré l'attention sur un projet de résolution (S/2002/1063) qui avait été soumis par la Bulgarie, la France, l'Irlande, la Norvège et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Conseil de sécurité a procédé à un vote sur le projet de résolution S/2002/1063, qui a été adopté en tant que résolution 1435 (2002) par 14 voix contre zéro, avec une abstention (États-Unis d'Amérique) (pour le texte, voir S/RES/1435 (2002); à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-septième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 2002*).

**La situation en Sierra Leone** (voir S/1995/40/Add.47; S/1996/15/Add.6, 11 et 48; S/1997/40/Add.21, 27, 31, 40 et 45; S/1998/44/Add.8, 11, 15, 20, 22, 28 et 50; S/1999/25 et Add.1, 9, 18, 22, 32, 41 et 48; S/2000/40/Add.5, 10, 17 à 19, 24, 26, 28, 30, 32, 35, 37, 43 et 50; S/2001/15/Add.4, 13, 26, 38 et 51; et S/2002/30/Add.2, 12, 20 et 27; voir également S/2001/15/Add.7, 10, 20 et 37; et S/2002/30/Add.11 et 37)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4615<sup>e</sup> séance, le 24 septembre 2002, comme convenu lors de ses consultations préalables, et il était saisi du quinzième rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (S/2002/987).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de la Sierra Leone, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a attiré l'attention sur un projet de résolution (S/2002/1062) qui avait été élaboré au cours des consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a procédé à un vote sur le projet de résolution S/2002/1062, et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1436 (2002) (pour le

texte, voir S/RES/1436 (2002); à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, cinquante-septième année, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 2002*).

---